

*Négociations des conventions collectives du secteur public*

**Des député·e·s de la CAQ refusent de rencontrer les porte-parole régionaux du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux**

**Montréal, le 20 novembre 2020** – Des membres de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) ont manifesté devant les bureaux de circonscription de quatre député·e·s de la Coalition avenir Québec (CAQ) des régions de Montréal, de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie. Ils et elles ont ainsi dénoncé le refus d'une partie de la députation caquiste de rencontrer leurs porte-parole, qui souhaitaient les entretenir sur les enjeux des négociations en cours dans le secteur public.

« Dès son élection, François Legault s'est engagé à ce que les député·e·s de la CAQ soient sur le terrain, près des gens qu'ils et elles représentent. Force est de constater qu'après deux ans au pouvoir beaucoup ont oublié les paroles de leur premier ministre. Leur refus de rencontrer les porte-parole de nos 56 000 membres est inacceptable et nous sommes ici aujourd'hui pour leur rappeler leur devoir envers la population de leur circonscription », a déclaré Andrée Poirier, présidente de l'APTS, devant le bureau de la députée de Pointe-aux-Trembles et ministre responsable de la région de Montréal, Chantal Rouleau.

Selon l'APTS, alors que le réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) craque de toutes parts, que l'on a de plus en plus recours au secteur privé pour pallier l'incurie des dernières années, que les salarié·e·s croulent sous la surcharge de travail à en tomber malades et que s'ajoute le stress de la pandémie, ce refus catégorique de nombre de député·e·s caquistes du grand Montréal de rencontrer l'APTS a de quoi inquiéter la population de la région.

« Si la ministre responsable de Montréal, Chantal Rouleau, refuse de rencontrer les porte-parole du personnel professionnel et technique de sa propre région, comment peut-elle les représenter au sein de son gouvernement? Comment peut-elle faire état de la surcharge de travail que ces personnes doivent constamment supporter, et de l'épuisement qui en découle, auprès de la présidente du Conseil du trésor et responsable des négociations dans le secteur public, Sonia Lebel, ou du Conseil des ministres? Le message est clair : à Montréal, la santé et les services sociaux, la CAQ s'en lave les mains », a dénoncé Daniel Dubé, représentant national pour le CIUSSS du Nord-de l'Île-de-Montréal.

L'APTS tient à remercier les député·e·s de la CAQ des régions qui ont accepté de recevoir ses porte-parole ou qui, à tout le moins, ont dépêché un·e membre du personnel de leur bureau afin de prendre le temps de comprendre les enjeux qui sous-tendent ces négociations dans le secteur public et d'être au fait de la situation du RSSS dans leur circonscription.

« Une personne élue à l'Assemblée nationale doit comprendre et transmettre les préoccupations de ses électeur·trice·s. Beaucoup l'ont compris et je les en remercie. Par contre, je crois que le premier ministre Legault doit rappeler à l'ordre ses député·e·s récalcitrant·e·s et indiquer à ses ministres, en particulier ceux et celles qui sont responsables d'une région, leurs obligations envers la population qu'ils et elles représentent, dont les salarié·e·s de la santé et des services sociaux », a conclu la présidente de l'APTS.

## **À propos de l'APTS**

[L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux](#) (l'APTS) regroupe et représente quelque 56 000 membres qui jouent un rôle indispensable au bon fonctionnement des établissements du réseau. Nos gens offrent une multitude de services en matière de diagnostic, de réadaptation, de nutrition, d'intervention psychosociale et de soutien clinique et de prévention, autant de services qui s'adressent à l'ensemble de la population.

**- 30 -**

**Pour renseignements :** Mathieu Le Blanc  
Conseiller en communication et en relations médias  
Cell. : 514 609-2906